



Vol. V.—No. 41.

MONTREAL, JEUDI, 8 OCTOBRE 1874

ABONNEMENT, D'AVANCE. \$3.00.
PRIX DU NUMERO, 7 CENTIMS.

AU FIL DE LA PLUME

Sans agents, sans exhortations, les circonstances seules aidant, le rapatriement s'opère dans une proportion étonnante.

Il n'est pas rare d'apprendre que sept ou huit familles ont quitté tel village des Etats-Unis pour retourner au pays.

Depuis la grande fête du 24 juin, les compagnies de chemins de fer qui conduisent du Canada aux Etats-Unis ont vendu fort peu de billets pour les Etats de la Nouvelle Angleterre, mais ils en ont considérablement vendu pour le Canada.

M. Picard, du Vermont Central, nous disait tout récemment que la vente des billets à Montréal par sa ligne avait diminué de 60 pour cent depuis le 24 juin.

Et M. Lalime, agent de la même compagnie aux Etats-Unis, m'apprend qu'il se vend plus de billets pour Montréal et St. Jean, cet automne, qu'il n'en est jamais été vendu auparavant.

De fait, tous les trains du soir qui passent à Nashua, jonction des trains de Worcester, sont remplis de Canadiens qui retournent au pays.

Voici une belle occasion d'arrêter l'émigration. Si la province de Québec peut fournir de l'ouvrage à tous ces bras vigoureux, ce sera assurer le plus beau succès de notre grande démonstration nationale de 1874, ce sera le plus puissant moyen de rapatriement et le plus sûr échec à la dépopulation de nos campagnes.

Plusieurs de ceux qui se rapatrient emportent quelques économies; la plupart s'en retournent avec de l'expérience, beaucoup de courage et un désir sincère d'améliorer la position de leur famille.

Puissent-ils tous réussir et ne pas rencontrer de désillusions dans la réalisation de leurs projets.

L'émigration, elle a bien raison de se tenir à quia. Les affaires sont embarrassées à l'extrême aux Etats-Unis. Le commerce est paralysé, l'industrie est stagnante. Les manufactures de coton des Etats de l'Est et de New-York ne marcheront que quatre jours par semaine, d'ici au mois de janvier.

La production ayant été plus considérable que la consommation, le marché est inondé de produits de ce genre, et il faut attendre que l'écoulement soit venu diminuer le surplus de marchandises avant de produire comme par le passé.

Tout cela est fort bien pour le manufacturier, mais ne fait nullement l'affaire de la moitié des Canadiens de la Nouvelle Angleterre qui sont employés dans ces manufactures.

Ce que nous venons de dire pour le travail dans les filatures de coton, nous pouvons le dire des autres industries. L'ouvrage est rare, très-rare, et les prix ont diminué d'un tiers depuis deux ans.

Non, ce n'est pas le temps de venir chercher fortune aux Etats-Unis. Que nos cultivateurs de la province de Québec n'abandonnent pas là leurs terres pour enfouir leurs enfants dans les filatures américaines. Ils auraient tort. Au lieu de la fortune, ils ne rencontreraient que le seul pain de leur famille, et leurs enfants perdraient peut-

être leur santé, et un peu de ce sentiment *canadien* qui fait le charme de nos campagnes.

Que nos cultivateurs ne s'en laissent pas imposer par de prétendus amis qui leur conseillent de s'expatrier, et qu'au moins, s'ils ont l'idée de passer aux Etats-Unis, les chefs de familles viennent voir de leurs yeux la condition actuelle de l'industrie et du travailleur. Et ils s'en retourneront satisfaits de leur condition paisible et ne songeront nullement à laisser leurs belles campagnes.

Quand j'étudie la position des cultivateurs canadiens qui sont aux Etats-Unis et que je la compare à celle de nos cultivateurs de la province de Québec, je ne puis m'empêcher de dire et de dire encore que le peuple canadien-français avait été établi et formé pour être un peuple agricole.

Nos cultivateurs émigrés sont déclassés, ils ne sont plus eux-mêmes. Leurs habitudes, leurs usages, leurs manières contrastent avec ceux de leurs concitoyens.

La vie américaine ne leur va pas. Ils étaient nés dans la simplicité des mœurs, dans la tranquillité de la vie des champs; ils avaient été élevés à l'ombre du clocher paroissial, avec la religion sans cesse devant l'esprit, dans le contentement du cœur, leur l'ambition se bornait à vivre et à mourir chrétiennement.

Ici peu ou point de ces choses qui faisaient autrefois leur vie. La famille avec ses joies si pures, avec son bonheur si calme autrefois, n'est plus ici qu'une alliance de forces pour le bénéfice commun, jusqu'à ce que les garçons aient atteint vingt ans et les filles dix-huit. Après cet âge les enfants paient pension au père et gardent pour eux leurs salaires. Passé cet âge, plus de dévouement pour les parents, comme au pays; plus ou presque plus de dévouement pour les enfants.

Hélas! la famille canadienne aux Etats Unis n'est plus cette famille de nos campagnes canadiennes. Cultivateurs émigrés qui lisez ses lignes, jetez les yeux autour de vous, regardez vos enfants, reportez vos regards aux jours de votre enfance, et avec moi vous direz, vous aussi: Hélas! hélas!

On parle d'industrie. Oui, elle est nécessaire au développement de notre pays, mais de grâce, qu'on n'aille pas enlever à notre peuple son caractère distinctif de peuple agricole.

La colonisation, voilà ce qu'il nous faut, voilà ce qui nous manque.

On craint aujourd'hui de s'acheminer vers la forêt et de se faire une demeure dans les bois.

Avec les instruments agricoles à la disposition du cultivateur, le gouvernement aidant, la colonisation est loin d'être impossible.

Il faut du patriotisme pour être colon. Oui, il en faut, et il existe dans nos campagnes, mais on ne l'exploite pas assez pour le plus grand bien du pays.

Si nos sociétés de colonisation étaient plus fortes, plus riches, plus nombreuses et animées d'un véritable esprit de dévouement, on verrait reculer la forêt devant la civilisation.

Mais non, on se forme en société, bien souvent pour spéculer et non pour coloniser.

Les Anglais sont plus pratiques et plus patriotiques que nous sous ce rapport. Lorsque le Manitoba a été ouvert à l'émigration, des sociétés de colonisation se sont formées dans l'Ontario, des contributions très-généreuses ont été versées dans une caisse commune et on a de suite envoyé des Anglais s'emparer de la suprématie des affaires politiques et commerciales.

On ne voulait qu'une chose, la domination anglaise, on l'a obtenue.

De spéculations, point, de remboursements, aucun. C'est là du dévouement.

Quand l'Etat du Kansas fut admis dans l'Union américaine en 1854, l'esclavage y fut toléré. Que firent les anti-esclavagistes du Massachusetts? Ils formèrent un fonds de \$75,000 et envoyèrent, en 1855, 1,300 émigrants anti-esclavagistes dans le Kansas.

Voici du dévouement pour des principes et des idées, et nous n'en aurions pas lorsqu'il s'agit de l'existence même de notre nationalité?

Les Etats-Unis viennent de traverser une petite crise qui augure mal pour l'avenir. La Louisiane et une des Caroline ont eu leurs petites insurrections, il y a eu des tués et des blessés, et sans l'intervention du gouvernement fédéral, il y aurait eu encore plus de sang répandu.

Les guerres de races sont à craindre ici. Chaque nationalité s'affermite et cherche la prépondérance dans les affaires publiques; de là des conflits et des scissions qui finiront peut être par briser l'harmonie de l'Union et préparer une seconde guerre civile.

FERD. GAGNON.

L'INSTITUT D'OTTAWA

Les journaux ont annoncé que l'Institut Canadien-Français d'Ottawa vient de choisir à l'unanimité M. Benjamin Sulte pour son président.

C'est le moment de parler un peu de cette institution si nationale, fondée il y a déjà vingt-deux ans, alors que la ville d'Ottawa n'était encore qu'une bourgade, et qui s'est développée avec elle au point de se ranger aujourd'hui au premier rang de sa classe.

En 1852, les Canadiens Français d'Ottawa n'avaient, croyons-nous, qu'un tout petit commencement d'école primaire où quelques enfants étaient admis. La population, recrutée des différentes parties du Bas Canada, était à peine installée, à peine en état de se concentrer et de s'entendre sur les affaires locales. Le groupe parlant la langue anglaise (surtout les Anglais et les Ecossais) dominait tout, par l'argent, l'instruction et l'esprit d'activité qui leur est propre. C'est alors que germa dans la tête de quelques courageux Canadiens l'idée de créer un foyer pour l'élément français et d'y faire aboutir toutes les ressources dont on pouvait disposer. M. le professeur Guigues, qui ne manquait jamais l'occasion de fortifier notre nationalité, fut le patron de l'Institut naissant. Il s'est montré jusqu'à sa mort son fervent soutien, et c'est là qu'il a prononcé son dernier discours.

Dès les commencements, la salle unique de l'Institut servit de lieu de réunion; on y débattait les intérêts de la famille canadienne. Un certain nombre de journaux y étaient reçus et ceux des membres qui ne savaient pas